

Pouvoir d'emprunt—Loi

M. Gauthier: C'est le prix du renflouage des banques.

M. Rodriguez: Le député dit que cela représente le renflouage d'une banque, ou de deux banques, mais qu'est-ce qu'un milliard pour une banque de nos jours? Le gouvernement ne s'est pas attaqué au problème du chômage. Il aurait dû fixer un taux cible et dire, par exemple, que le chômage en 1990 serait de 4 p. 100. S'il avait fait cela et travaillé sur l'économie en conséquence, il aurait pu abaisser le déficit. Personne ne blâme les conservateurs du déficit. En 1981, les libéraux prévoient un déficit de 10.5 milliards mais, en raison d'une récession délibérément organisée, le déficit a fait un bond pour atteindre 24 milliards. C'était délibéré et nous avons les citations de l'ancien premier ministre, M. Trudeau, pour le prouver. Il a dit: «Si vous pensez qu'un taux de chômage de 6 p. 100 c'est beaucoup, ouvrez bien les yeux». Il a aussi déclaré: «Il est encore possible d'effrayer les gens avec un taux de chômage plus élevé».

M. Dick: Ce n'est pas ce qu'il a dit.

M. Rodriguez: Nous savons que cela faisait partie d'une stratégie délibérée pour lutter contre l'inflation et que sais-je d'autre, mais ayant accru le déficit, le gouvernement d'alors a également aggravé le chômage. J'aurais cru que les députés conservateurs, voyant la situation avec un œil neuf, auraient compris que le véritable problème de la société, celui qui touche les êtres, c'est le chômage, et qu'ils se seraient attelés à le réduire. Toutefois, non seulement ils s'en sont pris aux contribuables ordinaires, mais ils ont également réduit les dépenses dans des secteurs très importants pour certaines régions du pays. Ils ont réduit les dépenses du ministère de l'Expansion industrielle régionale qui s'occupe de régions comme le nord de l'Ontario, la côte atlantique, le nord de la Colombie-Britannique et certains coins du Québec. Ces régions comptent sur les programmes de ce ministère pour diversifier leur base économique. Je le sais, car, dans ma région, on est en voie de le faire. Les coupes pratiquées dans les programmes de santé et d'assistance sociale et dans les paiements de transfert aux provinces aggraveront les difficultés auxquelles se heurte l'assurance-maladie dans les provinces. Ces dernières seront obligées de solliciter leurs contribuables et c'est à ces mêmes contribuables que le gouvernement fédéral s'adresse quand il a besoin d'aide. A mon avis, asséner ainsi un coup double aux Canadiens ordinaires, soit l'augmentation de leurs impôts et la réduction des services qui leur sont assurés, n'est pas la façon dont on devrait s'y prendre.

● (1540)

Nous avons bien essayé de conseiller le gouvernement, mais il ne nous a pas écoutés. Les ministériels n'ont pas assisté à la conférence Dialogue 86 du CTC, à laquelle ils auraient pu participer. Ils n'ont pas demandé à connaître l'avis des membres de la classe ouvrière, et n'ont pas non plus demandé l'avis des néo-démocrates. Ils ne nous ont pas écoutés quand nous leur avons dit qu'il fallait réduire le chômage et que ce devait être la priorité du budget.

Nous avons également dit au gouvernement qu'il faudrait remanier le régime fiscal. Voilà pourquoi nous avons mis sur pied notre Enquête fiscale 86 et envoyé une lettre ouverte au ministre des Finances. Dans cette lettre, nous lui avons exposé quelques mesures qu'il aurait pu prendre sur-le-champ et qui lui auraient rapporté des sommes énormes avec lesquelles attaquer le déficit. Mais le gouvernement ne nous a pas prêté

attention. Il n'a pas non plus écouté les travailleurs, préférant plutôt faire plaisir à ses amis qui siègent aux conseils d'administration. Nous avons un gouvernement d'hommes d'affaires qui présente donc un budget avantageux pour les hommes d'affaires.

Hier, les rats des marchés internationaux de la finance et de la bourse ont abandonné le navire. Les amis argentés du gouvernement l'abandonnent. Nous ne savons peut-être pas ce qui arrivera par la suite, mais nous savons par exemple que le gouvernement devra tout de même emprunter de l'argent, ce qui ne saurait qu'aggraver le déficit.

Dans les 30 secondes encore à ma disposition, je voudrais préciser que le budget que j'ai lu ce soir-là, ce conte à dormir debout, se fonde sur des hypothèses plutôt minces. On prétend notamment que les taux d'intérêt moyens seront de 9.5 p. 100 en 1986 et que le prix du pétrole s'établira à \$22 le baril. Il y a fort peu de chances, à l'heure actuelle, que cela se produise.

Mme Mailly: Dois-je vous rappeler que la dernière fois vous étiez dans l'erreur?

M. Rodriguez: J'ai déclaré que les chances étaient très minces. Ce genre de miroir aux alouettes que constitue le budget pourrait bien être éphémère.

Le président suppléant (M. Paproski): Y a-t-il des questions ou des observations? La parole est à la députée de Gatineau (M^{me} Mailly).

Mme Mailly: Monsieur le Président, les interventions du député de Nickel Belt (M. Rodriguez) sont toujours très distrayantes. Il nous fait toujours sourire quand il parle. Cependant, si les gens devaient prêter attention aux demi-vérités, aux exagérations et aux hyperboles qu'il utilise dans ses discours, cela aurait des résultats catastrophiques.

Le député compare les recettes fiscales venant des particuliers à celles tirées des sociétés. Il conclut, du fait que les particuliers paient davantage, que le gouvernement manque de cœur. Or, il sait fort bien que sans entreprises il n'y aurait pas d'emplois et que les gens n'auraient pas l'argent nécessaire pour se nourrir, se loger et le reste. Pourquoi ne cesse-t-il pas de lancer ces accusations socialistes simplistes selon lesquelles les sociétés représentent les méchants et les particuliers, les bons, alors que les choses ne sont pas aussi simples que cela, et il le sait pertinemment? Il est trop intelligent pour faire sans cesse des affirmations de ce genre.

Il n'ignore également pas que lors de l'annonce de notre dernier budget, son parti a demandé qu'on s'en prenne au chômage. Or, en ce qui a trait à la création d'emplois, nous avons dépassé, et de loin, les objectifs suggérés par les néo-démocrates. Nous avons créé 580,000 emplois depuis septembre 1984 alors que l'objectif fixé par les députés de son parti était de l'ordre de 150,000. Pourquoi les députés néo-démocrates ont-ils demandé au ministre des Finances (M. Wilson) de créer 150,000 emplois, alors que nous en avons créés 580,000? Nous y sommes parvenus en accordant certains avantages à la petite entreprise. C'est là où des emplois ont été créés. En fait, 80 p. 100 de tous les emplois sont créés par de petites entreprises et non pas par les riches capitalistes qui ont des chevaux et des yachts à Miami. La création d'emplois est l'œuvre de travailleurs acharnés, de familles, d'hommes et de femmes qui dirigent de petites entreprises.